

dans le cadre syndical peuvent constituer notre courant. C'est ces prolos là qui posent le problème de la tendance. En attendant, des réunions larges traitant des problèmes ouvriers peuvent être mises en place.

X, la tendance : si le problème de l'organisation d'une tendance syndicale se pose aujourd'hui c'est que nous avons un minimum d'implantation syndicale dû au travail propagandiste (feuille) de l'extérieur comme de l'intérieur.

Il faut préciser clairement nos objectifs :

Nous organisons les sympathisants dans le groupe « lutte continue », les groupes « lutte continue » au départ sont ambigus. En effet, tant que notre travail syndical reste limité, sans audience de masse (ce n'est pas le cas à X), c'est la feuille qui apparaît comme le pôle de rupture avec le réformisme syndical. C'est pour cela que l'intégration dans les groupes « lutte continue » se fait au départ selon trois types de militants :

- les militants formés politiquement en rupture avec le PC ;
- les militants confus qui cherchent un pôle politique ;
- voire, des jeunes travailleurs apolitiques qui viennent à nous parce qu'ils en ont marre des « grèves bidons » (formes d'action).

Notre tâche pour le groupe « lutte continue » a été de former, d'homogénéiser politiquement le groupe même s'il est clair qu'au départ que la ligne politique est celle de la Ligue.

Seulement, un beau programme de formation ne suffit pas. Il y a dans le groupe Taupe, la future cellule ouvrière, mais aussi des militants qui ne resteront que des sympathisants ou même pas, trouvant leur place dans la tendance. Or la tendance pour l'instant n'existe pas.

Il est vrai que si la Ligue se limite à la perspective de l'implantation des groupes « lutte continue » et du travail de fraction syndicale c'est qu'elle se refuse à un travail de masse tant qu'on ne dirige pas le syndicat (ceci s'appelle de l'entrisme syndical : on attend d'avoir des sections syndicales et soudain on surgit).

Mais dans le meilleur des cas, quand le travail de masse est mené (et il doit être mené) se pose le problème de la tendance. Dans la CFDT passe encore, mais dans la CGT, la tendance clandestine dont on parlait il y a un an, doit commencer à trouver une crédibilité et une expérience réelle, même si le développement inégal de l'organisation promet des difficultés.

Effectivement, dans pas mal de villes, le blocage bureaucratique imposé par la fraction PCF à l'accessibilité à des responsabilités syndicales limite les possibilités de travail militant (pas à X, mais cela va venir), ce qui conduit (là où les stals sont forts) à intervenir dans le syndicat simplement en syndiqués critiquant les directions... Il faut dire que ceci ne s'est pas passé à X même s'il y a eu certains blocages.

L'année dernière, nous avons insisté pour que chaque militant se présente aux élections professionnelles, ce qui a été payant (deux délégués). Seul un militant du groupe « lutte continue » connu n'a pas été élu, mais il est au bureau syndical.

Ceci a permis de mener un travail de masse et un travail syndical. Cela a aussi permis de gagner un certain rapport de forces (débat dans le syndicat : militants PC et militants « lutte continue » et Ligue).

Il est probable qu'aux prochaines élections, on vote « Ligue » ou « bureaucrates stalinisés » en place. Cela prouve l'urgence de la tendance. Car un rapport de forces qui reste isolé ne peut durer ad vitam eternam. Le débat à avoir : c'est le projet de tendance syndicale et les modalités pratiques pour la mettre en place.

Si le débat n'est pas mené, on risque de regresser surtout dans les petites villes où il n'y a pas une infrastructure suffisamment puissante.

MALOT

3 ans de politique contractuelle et le nouvel indice cgt

I — GREVE CASSEE A EDF : LE CONTRAT 69

Ce qui fondait les contrats de progrès en 1969, pour la bourgeoisie, après la remise en cause de mai 68, c'était d'abord la nécessité d'un retour « à la normale ».

— Remettre en place une série de procédures relatives aux salaires dans les grandes entreprises du secteur public et nationalisé, et dans l'industrie privée balayées en mai 68 (procédures Toutée, préavis légal de 5 jours, etc...)

— Planifier, chiffrer pour l'année les coûts salariaux et revenir aux augmentations « normales des salaires », par rapport aux 13 % acquis en juin 68, et aux 40 % d'augmentation du SMIG.

— Stabiliser la combativité ouvrière, la désamorcer en partie par ces augmentations automatiques en cours d'année, obtenir dans les secteurs économiques essentiels la paix sociale nécessaire au développement de l'adaptation de l'appareil de production : exacerbation de la concurrence dans le cadre de l'Europe des 6, agressivité accrue de la concurrence mondiale, rendent nécessaires un triple mouvement.

— liquider les industries ou activités retardataires non impliquées dans la lutte pour les débouchés.

— adapter, pousser les techniques et les productions de pointe, rentabiliser les investissements, accroître la productivité, donc attaquer directement les conditions de travail.

— rentabiliser les secteurs nationalisés, utilisés collectivement par les capitalistes, pour en diminuer les coûts et les adapter aux besoins (transports, énergie, etc...).

— Le niveau record des profits de 1969, la réussite de la dévaluation, une inflation encore relativement contenue, permettent l'opération contrat, dont un autre aspect est la tentative d'intégrer les directions syndicales à bon compte. L'extension et la reconnaissance des droits syndicaux sont conçues, pour permettre aux bureaucraties syndicales stalinienne et réformiste après mai 68, de regagner leur audience, d'éviter les débordements, les grèves sauvages. Lorsqu'elles seront signataires les directions syndicales, seront les *meilleures garantes* du respect du contrat.

— Pour se garantir, enfin, de toutes luttes-surprise, patronat et bourgeoisie incluent dans les contrats des clauses « de conciliation et de concertation » des clauses anti-conflits, des préavis de grève de plusieurs semaines, etc...

A ce moment pour la fraction PCF de la CGT l'absence de perspectives politiques à moyen ou à court terme est flagrante : l'union de la gauche n'a aucune réalité (mais que fait donc le PS de Mollet, de Mitterand